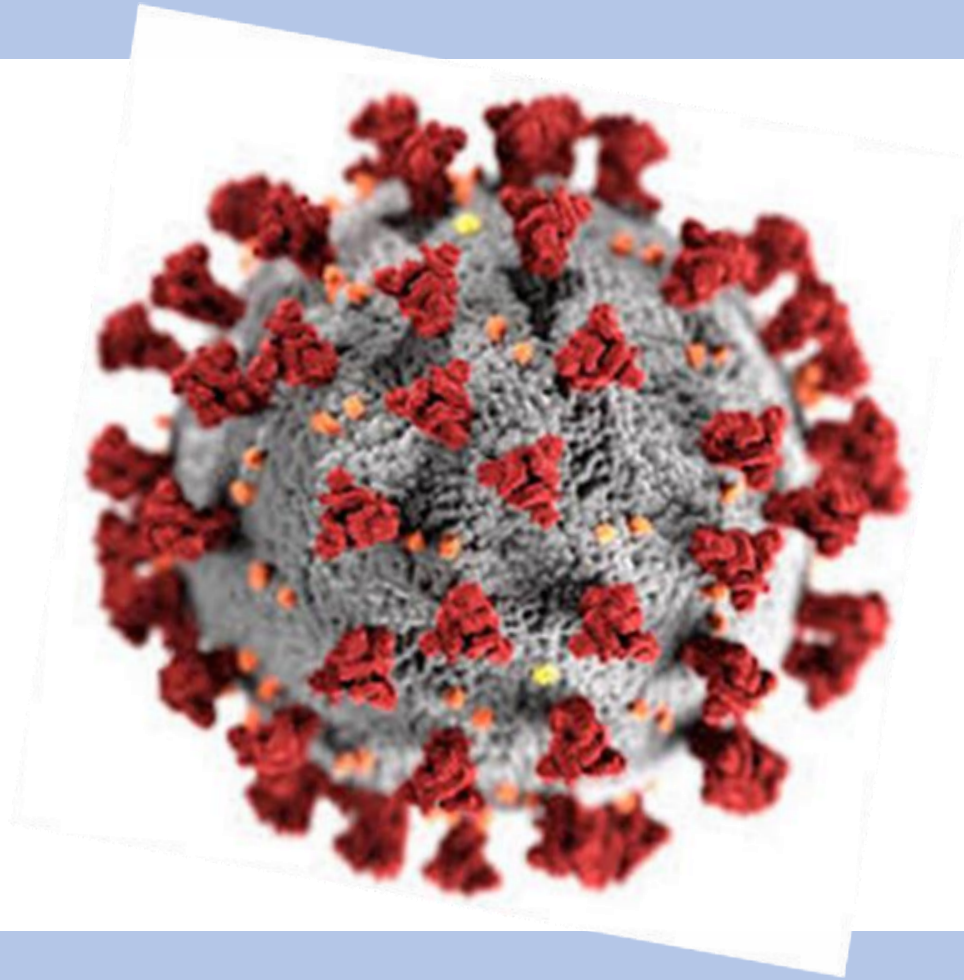




SYSTÈME NATIONAL D'ALERTE PRÉCOCE DE WANEP (NEWS)



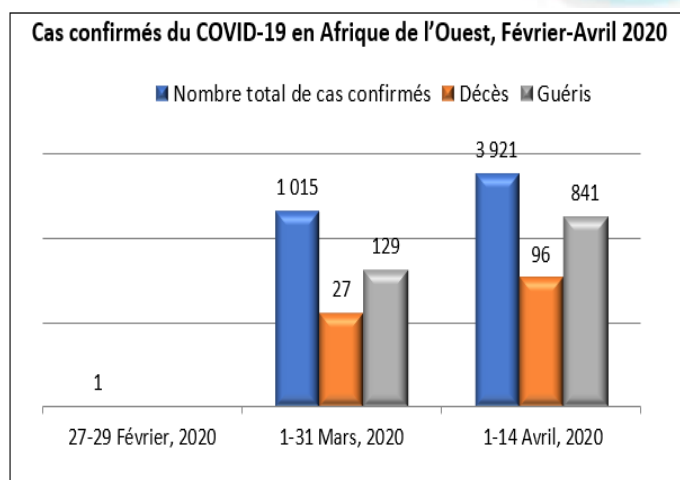
Pandémie du coronavirus 2019 (COVID-19) en Afrique de l'Ouest :

Vulnérabilités, menaces, risques et scénarios

WEST AFRICA NETWORK FOR PEACEBUILDING
P.O. Box CT 4434, Cantonments-Accra Ghana
Tel: +233 302 411638 / 426004 / 406340
Email: wanep@wanep.org
Website: www.wanep.org

Bref historique

Depuis l'émergence de la pandémie du coronavirus (COVID-19), plusieurs gouvernements du monde entier ont été confrontés à des défis sanitaires, infrastructurels et humanitaires dans le cadre du contrôle de la propagation de la maladie et de l'atténuation de son impact sur la sécurité humaine. Les statistiques récentes font état de **2.034.425** cas d'infection confirmés dont 133.261 décès (**au 15 avril 2020**)¹. Selon une projection mondiale réalisée à l'Imperial College par l'équipe d'intervention contre le COVID-19, le taux d'infection de la pandémie est susceptible de causer la mort d'environ 40 millions de personnes en 2020². Toutefois, des stratégies d'atténuation axées sur la protection des personnes âgées (réduction de 60 % des contacts sociaux) et sur le ralentissement, sans pouvoir interrompre la transmission, au sein des communautés (réduction de 40 % des contacts sociaux pour l'ensemble de la population) pourraient réduire de 50% ce fardeau et permettre de sauver 20 millions de vies et les systèmes de santé submergés du monde entier³. En outre, les conséquences seront probablement plus néfastes dans les communautés à faibles revenus où les



capacités sont manifestement faibles⁴.

Dans la région de l'Afrique de l'Ouest, la pandémie s'est propagée dans les 15 pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Depuis la confirmation

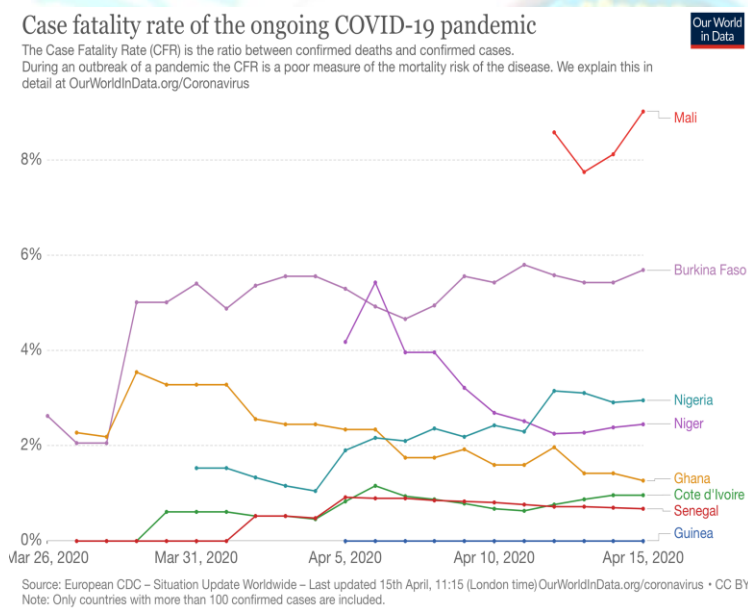
¹ Voir: <https://www.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6> (Consulté le 15/04/2020 à 12:53 GMT).

² Patrick GT Walker, Charles Whittaker, Oliver Watson et al. The Global Impact of COVID-19 and Strategies for mitigation and suppression. Imperial College London (2020), doi: <http://doi.org/10.25561/777735> (Consulté le 10/04/2020).

³ Ibid

⁴ Ibid

du premier cas le 27 février 2020 au Nigeria, le nombre de cas confirmés est passé à plus de 3 921 (*soit une augmentation de 392,100 % depuis février 2020*), avec 96 décès et 841 guérisons dans la région de la CEDEAO⁵. La menace a conduit à différents niveaux d'actions de la CEDEAO à travers l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) ainsi qu'à des efforts individuels des différents Etats membres pour contenir la propagation. Parmi ces efforts d'atténuation des États figurent la recherche des contacts, le dépistage et le traitement des personnes infectées conformément aux protocoles internationaux, la distanciation sociale, l'état d'urgence sanitaire et les mesures de confinement - aérien, terrestre et maritime - qui ont un impact important sur les activités socio-économiques dans toute la région.



Les statistiques mondiales indiquent un faible taux de mortalité et d'infection en Afrique de l'Ouest, avec un taux de létalité moyen (CFR) allant de 0,25 % à 10 %⁶ (**Figure 2**). Le graphique affiche la courbe des cas confirmés du COVID-19 et des décès survenus dans les pays qui ont enregistré plus

de 100 cas. Il indique également que le Mali compte 148 cas confirmés mais avec un CFR supérieur à 9 % (13 décès signalés), comparé à la Guinée avec 404 cas confirmés mais un CFR inférieur de 0 % (aucun décès signalé au 15 avril 2020). Ces chiffres révèlent plusieurs cas de décès occasionnés par le COVID-19 au Mali par rapport au nombre de cas confirmés dans le pays. Malgré cette tendance, les experts en matière de santé

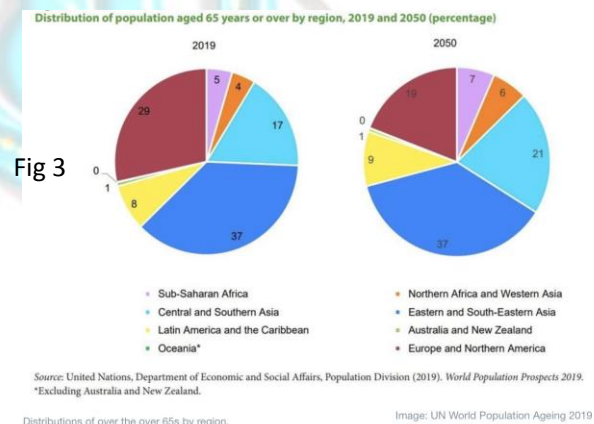
⁵ Op. Cit. www.arcgis.com

⁶ Voir: <https://ourworldindata.org/coronavirus#what-do-we-know-about-the-risk-of-dying-from-covid-19> (Consulté le 10/04/2020).

indiquent que la région est confrontée à un risque plus élevé de propagation et de mortalité en raison d'infrastructures sanitaires médiocres et sous-équipées ainsi qu'un personnel limité pour renforcer l'intervention solide contre la propagation de la pandémie. En outre, la densité de la population urbaine dans la plupart des villes d'Afrique de l'Ouest risque d'entraver l'application de la distanciation sociale comme mesure visant à freiner la propagation de la pandémie au sein des populations. Cette situation risque également d'être exacerbée par l'impact économique aigu de la pandémie sur les économies d'Afrique de l'Ouest en raison de la récession économique mondiale associée au coronavirus. Le risque d'insécurité alimentaire, les pertes d'emplois ainsi que l'augmentation des prix des biens et des services pourraient entraîner des manifestations des citoyens, avec des menaces potentielles pour la paix et la sécurité dans la région.

Analyse démographique

La population en Afrique de l'Ouest a augmenté de manière significative, avec une estimation de 396 millions d'habitants en 2019 contre 100 millions en 1960⁷. L'âge médian dans la région est de 18,2 ans et 66 % de la population est âgée de moins de 25 ans⁸.



En termes de densité de population, le Nigeria abrite plus de la moitié de la population régionale (environ 200 millions de personnes), suivi du Ghana, de la Côte d'Ivoire, du Niger, du Burkina Faso, du Mali, du Sénégal, de la Guinée, du Bénin, du Togo, de la Sierra Leone, du Liberia, de la Gambie, de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert⁹. L'analyse

⁷ Voir: <https://www.worldometers.info/world-population/western-africa-population/> (Consulté le 10-04-2020)

⁸ Ibid

⁹ Voir: <https://countryeconomy.com/countries/groups/economic-community-west-african-states> (Consulté le 10-04-2020).

démographique de la structure des âges met en évidence une augmentation des jeunes dans la plupart de ces pays, avec une proportion beaucoup plus faible de la population ayant plus de 65 ans. La faiblesse d'effectif de population âgée pourrait expliquer le faible taux de mortalité en Afrique de l'Ouest, compte tenu du taux de mortalité global dû à la maladie qui a coûté la vie à plus de 60 % de la population âgée de plus de 65 ans.

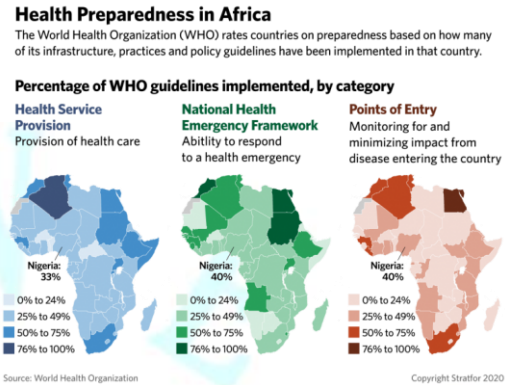


Fig 4

Toutefois, la jeune population d'Afrique de l'Ouest, exposée à des problèmes de santé sous-jacents et prédominants dans la région, tels que le diabète, la tuberculose, la fièvre de Lassa, le choléra, le VIH/SIDA, l'hypercholestérolémie, la toxicomanie, les infections des voies respiratoires et d'autres infections opportunistes, pourrait courir un risque de mortalité plus élevé dans la région si la propagation de l'infection ne cesse de s'accroître au sein des communautés.

En outre, la faiblesse des systèmes de suivi des maladies ainsi que la médiocrité des infrastructures de santé publique en Afrique de l'Ouest contribuent à entraver le contrôle des épidémies et à accroître la morbidité. Cette situation limite également les programmes de masse en matière de dépistage, de test, de traçage et de gestion médicale mis en place pour atténuer la propagation des maladies infectieuses telles que le choléra, le paludisme, la fièvre de Lassa, la fièvre à virus Ebola et même l'actuelle pandémie de coronavirus.

À titre d'exemple, entre janvier et août 2019, plus de 40.000 cas confirmés de choléra dont plus de 846 décès ont été signalés dans la région. Les pays les plus touchés étaient le Nigeria, le Ghana, le Niger, la Guinée, la Sierra Leone et le Liberia. Le paludisme est également l'une des principales causes de décès en Afrique de l'Ouest. Chaque année, entre 395.000 et 620.000 personnes, en particulier les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes, meurent du paludisme. Une telle faiblesse des infrastructures et

de la gestion de la santé publique pourrait poser un risque plus élevé de propagation et de mortalité du COVID-19 dans la région.

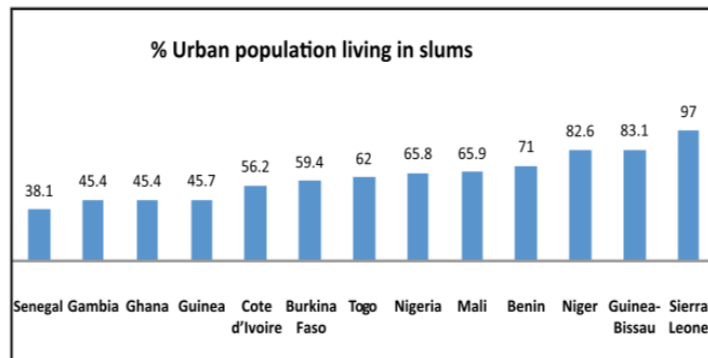
La pandémie du COVID-19 pourrait avoir des conséquences importantes sur la santé et la sécurité des femmes et des enfants. Un pourcentage considérable de micro-entreprises essentielles, telles que les marchés alimentaires dans les grandes villes d'Afrique de l'Ouest, sont gérées et exploitées par des femmes qui ne sont pas suffisamment équipées pour répondre aux normes de santé publique et de sécurité requises. Par conséquent, le taux d'infection chez ces femmes est plus élevé car elles sont plus exposées aux contacts sociaux dans leurs activités quotidiennes. Au niveau domestique, elles sont également les principales dispensatrices de soins à leurs enfants et peuvent donc, par inadvertance, accélérer la propagation du virus. En outre, des rapports de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) estiment que plus de 70 % de l'alimentation en Afrique est produite par les femmes. En Afrique de l'Ouest, les femmes rurales sont principalement impliquées dans l'agriculture de subsistance et sont souvent responsables des enfants, des malades et des personnes âgées. Le risque potentiel auquel cette population est confrontée va intensifier la propagation au sein des communautés et avoir un impact négatif sur la sécurité alimentaire dans toute la région.

Les communautés touchées des conflits pourraient connaître une insécurité alimentaire encore plus grande, avec le risque associé de tensions et de violence en raison de la lutte pour la nourriture, l'eau et d'autres ressources limitées. Les leçons tirées de l'épidémie d'Ebola dans les pays d'Afrique de l'Ouest tels que la Guinée, la Sierra Leone et le Liberia, indiquent des cas élevés de violence sexuelle et sexiste pendant les périodes de confinement et de quarantaine. Selon le Fonds des Nations unies pour la population, plus de 18.000 filles ont connu une grossesse non désirée en Sierra Leone

suite à la pandémie d'Ebola¹⁰. Ce problème risque donc de se produire dans la région si des efforts concertés sur le plan social et sécuritaire ne sont pas mis en œuvre pour atténuer cette menace pendant cette pandémie.

Un autre facteur possible de propagation du virus dans la région est la congestion actuelle des grandes villes de la région ainsi que la densité de population dans les bidonvilles de ces villes. Un rapport d'étude de UN Habitat (2010) révèle que les zones urbaines dans la plupart des pays d'Afrique, abriteront plus de 50 % de la population d'ici 2030 ¹¹. En Afrique de l'Ouest, la plupart des migrants ruraux-urbains vivent dans des bidonvilles (voir le graphique ci-dessous) ¹² et sur 20 bidonvilles notables en Afrique, neuf sont situés en Afrique de l'Ouest¹³. Ces bidonvilles et ces communautés sont déjà surpeuplés, avec de mauvaises conditions sanitaires, une pénurie d'eau prononcée et d'autres insuffisances dans les services sociaux de base. Ces défis rendent inefficaces et difficiles, le respect de la distanciation sociale, du lavage des mains et des autres restrictions relatives à la circulation des personnes.

Fig 5:
Illustre le % de la population urbaine vivant dans des bidonvilles en Afrique de l'Ouest



Source: UN-Habitat <http://www.unhabitat.org/stats/>

¹⁰<https://www.unfpa.org/news/one-year-after-ebolavirus-end-sierra-leone-midwives-help-mend-health-system> (Consulté le 30/03/2020).

¹¹ Voir: Rapport de UN-Habitat. Disponible au <http://www.unhabitat.org/stats/> (Consulté le 10-04-2020).

¹² Voir: <https://acetforafrica.org/publications/the-west-africa-trends-newsletter/the-future-of-slums-rethinking-their-place-in-west-african-cities/> (Consulté le 11-04-2020).

¹³ <http://www.africanking.com/20-worst-slums-in-africa/5/> (Consulté le 14 April 2020)

Dans cette même optique, il existe un défi lié à la faible gestion de la sécurité des frontières, notamment l'existence de frontières poreuses et de points de passage clandestins en Afrique de l'Ouest. La fermeture des frontières et les autres mesures de confinement n'ont aucunement réduit la migration clandestine à travers les frontières de la région. De tels points de passage clandestins existent déjà aux frontières du Nigeria avec le Niger, le Bénin, le Tchad et le Cameroun. Ils existent également aux frontières du Togo, du Ghana, du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire. Ce phénomène pourrait accroître les risques d'exposition et compliquer les dépistages sanitaires, les tests et la recherche des contacts. Avec l'interconnexion des États de la région grâce au protocole existant de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes, il est probable qu'il y aura des hausses de transmission interétatique de la maladie. Par exemple, le Ghana a signalé 10 nouveaux cas confirmés du COVID-19 le 29 mars, impliquant dix Nigériens qui sont passé par le Burkina Faso et le Togo avant d'atteindre Tamale, au nord du Ghana. De même, le cas index du Togo est entré dans le pays par la frontière terrestre avec le Bénin. Il en va de même pour le cas index signalé au Bénin.

Vulnérabilités économiques

L'état d'urgence sanitaire et le confinement ont des répercussions socio-économiques sur les pays de la région. Déjà, la pandémie a un effet dévastateur sur les vies, perturbant les petites et grandes entreprises, l'agriculture de subsistance ainsi que d'autres activités économiques. Les calendriers scolaires à tous les niveaux de l'enseignement ont été perturbés par la fermeture des écoles. La fermeture des petites et moyennes entreprises a accentué le risque de réduction et de perte d'emplois, d'inflation, de ralentissement des investissements étrangers directs, de déclin du tourisme, et d'augmentation involontaire des dépenses liées à la santé et à la sécurité dans les États membres de la région.

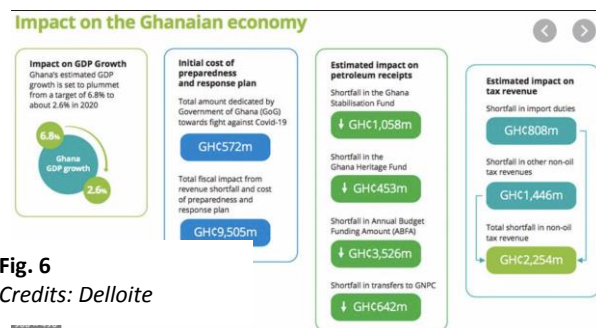


Fig. 6
Credits: Deloitte

Des institutions financières mondiales telles que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ont indiqué que l'économie mondiale est entrée en récession, avec une croissance prévue inférieure à 2,5 % en 2020 dans toutes les régions¹⁴. L'analyse révèle également que le PIB de l'Afrique serait touché par un déficit d'au moins 25 milliards de dollars¹⁵. Un tel déficit affectera probablement le secteur informel ainsi que les petites et moyennes entreprises des économies d'Afrique de l'Ouest. En tant que telles, les suppressions d'emplois, le chômage et d'autres mesures d'austérité pourraient susciter des manifestations, posant ainsi une menace importante pour la stabilité des États. Avec de nombreux pays à faible revenu en Afrique de l'Ouest, les effets pourraient être paralysants pour les économies et se traduiront également par des pertes énormes de revenus pour les ménages. En outre, plusieurs gouvernements de la région ont annoncé des mesures de relance financière pour l'atténuation des effets de la pandémie sur l'économie. Toutefois, les stratégies visant à assurer une distribution équitable et transparente de ces mesures ont été contestées par les citoyens, compte tenu de la corruption généralisée aussi bien que des faibles données statistiques sur la population et la répartition des revenus. En Afrique de l'Ouest, les économies les plus fortes telles que celles du Nigeria, du Ghana et de la Côte d'Ivoire, ont été touchées par la pandémie. Comme exemple, le Nigeria a été contraint de réajuster à la baisse ses prévisions de recettes provenant du pétrole brut pour 2020 en raison de la forte baisse du prix mondial du pétrole imputable à la faible demande occasionnée par la pandémie. Avec une dépendance économique de plus de 90 % des recettes pétrolières, il est probable que sa capacité à gérer son économie s'en trouve affaiblie et qu'il soit difficile pour le gouvernement de surmonter la crise sans soutien financier extérieur¹⁶. Au Ghana, la pandémie a entraîné une baisse du Produit Intérieur Brut prévu pour 2020, qui est passé de 6,8 % à 2,6 %.¹⁷ L'impact de la pandémie sur les économies de ces pays compromettra encore davantage les échanges transfrontaliers

¹⁴<https://www.odi.org/blogs/16764-economic-impact-coronavirus-five-lessons-and-challenges> (Consulté le 30/03/2020).

¹⁵Ibid.

¹⁶ Chukuwka Onyekwena and Mma Amara Ekereuche, "Understanding the Impact of the Covid 19 Outbreak on the Nigeria Economy. Brooking Institute. 8 Avril, 2020

¹⁷ Delloitte, "The Economic Impact of the Covid-19 Pandemic on the Economy of Ghana

consacrés par le traité de la CEDEAO sur la libre circulation des biens et des services. Il limitera également, chez les pays les plus pauvres ayant les économies les plus faibles de la région, la possibilité économique d'actualiser leurs projections de recettes pour l'année 2020. De plus, la Commission de la CEDEAO se verra incapable d'accéder pleinement au prélèvement communautaire de 0,5 % issu de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) applicable à tous les États membres pour l'année 2020. En conséquence, la Commission pourrait avoir du mal à actualiser ses objectifs régionaux prévus pour 2020/2021.

Implications pour les prochaines élections

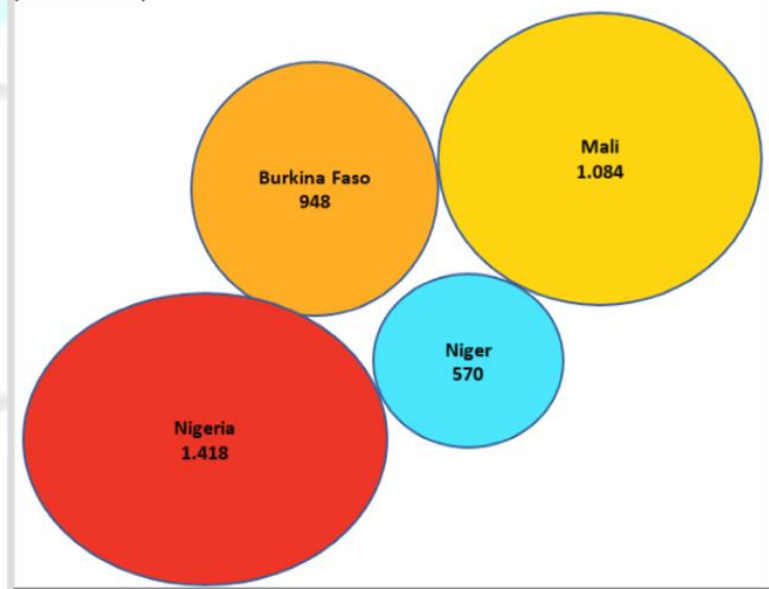
La propagation de la pandémie et la nature de son infection ont également perturbé les préparatifs des élections prévues entre octobre et décembre 2020 au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Ghana et au Niger. Avec les déclarations d'urgence sanitaire et les mesures de confinement, les organes de gestion des élections dans les différents pays touchés sont mis au défi de déployer leurs plans d'action préélectorales. La Commission Électorale (EC) et l'Autorité Nationale d'Identification (ANI) du Ghana, par exemple, ont été contraintes d'interrompre les processus d'inscription en raison d'une possible propagation de la maladie. De même, le Burkina Faso continue de subir des attaques quotidiennes de la part de groupes extrémistes dans le nord et le nord-est du pays malgré les menaces du COVID-19 à l'échelle nationale. Les frontières ont été fermées et la délivrance des cartes d'électeurs a été suspendue. L'incertitude politique s'est également accentuée en Guinée, où un référendum et des élections parlementaires ont été organisés sur fond de manifestations mortelles de l'opposition et de pandémie du COVID-19. Si cette tendance se poursuit, elle pourrait affecter l'ensemble du calendrier électoral dans les pays touchés ainsi qu'une éventuelle escalade des tensions et de la violence à caractère politique immédiatement après la pandémie. Plus important encore, les mesures instaurées par les gouvernements pour freiner la propagation de la pandémie peuvent également inhiber la participation électorale aux prochaines élections au Ghana, au Burkina Faso, au Niger et en Côte

d'Ivoire si la pandémie persiste. Les parties prenantes s'inquiètent également de la possibilité de reporter les élections si la pandémie continue de s'aggraver. Au Ghana, les experts ont entamé des discussions autour de dispositions constitutionnelles visant à soutenir un réajustement du calendrier électoral et une préparation au cas où le scénario serait plus défavorable.

COVID-19 et ses implications pour la sécurité humaine

Parmi les autres fragilités clés qui pourraient accélérer la transmission du virus figurent les conflits prolongés de faible à haute intensité, le terrorisme, les déplacements internes et les camps de réfugiés. Indépendamment de la pandémie du COVID-19 dans la région, des groupes extrémistes violents présents

Fatalités dues aux violences du 1^{er} Janvier au 11 Avril 2020
(Source: ACLED)



au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigeria continuent de perpétrer des attentats meurtriers. Entre le 1er janvier et le 12 avril 2020, 1090 attentats terroristes et armés ont été perpétrés¹⁸ entraînant la mort de 4020 personnes¹⁹. La situation humanitaire dans les pays touchés continue de se détériorer. La population civile est la plus touchée, ce qui multiplie le nombre de déplacements internes, de réfugiés et de flux migratoires. A titre d'exemple, plus de 765 000 personnes, en particulier des femmes et des enfants, ont été déplacées, dont 95 % dans des camps situés dans des communautés d'accueil au Burkina Faso²⁰. De même, 25 000 personnes ont quitté le pays en tant que réfugiés pour

¹⁸ Voir: Bulletins mensuels de WANEP (Janvier – Avril 2020). Disponible au www.wanep.org (Consulté le 11-04-2020).

¹⁹ Voir: <https://acleddata.com> (Consulté le 11-04-2020).

²⁰ <https://reports.unocha.org/en/country/burkina-faso/> (Consulté le 12/04/2020).

s'abriter dans les pays voisins ²¹. En outre, le Niger accueille actuellement plus de 246 000 réfugiés (principalement du Nigeria et du Tchad) et 186 000 personnes déplacées, principalement à Diffa, Tillabéri et Maradi, qui ont été forcées de fuir les violentes attaques extrémistes ²². Plus de 174 000 personnes déplacées ont également été signalées dans la région centrale de Mopti au Mali²³. Ces camps de déplacés et de réfugiés sont des espaces idéaux pour la transmission de la maladie à coronavirus. Généralement surpeuplés, les camps ne disposent pas de protocoles adéquats en matière de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène. La propagation rapide de la maladie et le nombre de décès dus au Covid-19 dans ces pays pourraient donc augmenter. Cette situation continue de saper la réponse à la transmission du COVID-19 et la capacité des gouvernements du Nigeria, du Niger, du Mali et du Burkina Faso à protéger leurs citoyens contre la pandémie dans les zones contrôlées par les groupes extrémistes. En outre, une augmentation de l'insécurité publique a été notée dans certaines grandes villes de la région, causée par des gangs de quartier et des criminels qui profitent du confinement pour attaquer et cambrioler des maisons dont les citoyens ne sont pas assez protégés par les agents de sécurité. Ces derniers ont également été impliqués dans des cas de violation des droits humains, des actes de violence et des décès dus à l'application de mesures extrêmes pour faire respecter les ordres du confinement dans certaines grandes villes de la région, notamment au Nigeria et au Sénégal.

Peur, stigmatisation et discrimination

Un nouveau défi qui pourrait saper l'ensemble des efforts de riposte contre la pandémie du COVID-19 est la peur, la stigmatisation et la discrimination accrues dont font l'objet les victimes, les survivants et les familles touchées, les agents de santé et autres personnels de première ligne. En effet, certains individus, survivants et agents de santé ont été victimes d'atteintes à la vie privée perpétrées par les membres de leurs

²¹ Voir <https://news.un.org/en/story/2020/01/1054981> (Consulté le 12/04/2020).

²² Voir <https://www.worldbank.org/en/country/niger/overview> (Consulté le 12/04/2020).

²³ Voir: <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Mali%20Situation%20Regional%20Update%20-%20April%20-%20June%202019-.pdf> (Consulté le 12/04/2020)

communautés. Cette nouvelle vague de réaction communautaire risque de dégénérer en violence et en désordre public. Elle pourrait également constituer un obstacle majeur qui empêchera l'accès rapide aux centres de dépistage et de traitement ainsi qu'à d'autres services de soutien, portant donc préjudice aux efforts consentis pour limiter la transmission du virus. La propagande des réseaux sociaux, les fausses informations à connotation religieuse et les conspirations ont suscité diverses réactions négatives et des actes de violence de la part des communautés vulnérables qui se sont opposées aux efforts des gouvernements visant à contenir la propagation du virus. Le non-respect des protocoles de prévention annoncés a été considéré par les experts comme la plus grande menace favorisant la propagation et l'impact de la pandémie en Afrique de l'Ouest et sur le continent. Selon certaines projections, compte tenu du nombre limité de kits de dépistage et du non-respect des consignes de distanciation sociale, la région et le continent tout entier pourraient devenir l'épicentre de la pandémie d'ici la fin du deuxième trimestre et le début du troisième trimestre 2020.²⁴

Facteurs d'atténuation en cours

- Les systèmes de santé des États, y compris les hôpitaux, les cliniques et les unités de santé publique, sont en état d'alerte et le personnel subit un stress énorme pour répondre aux tendances croissantes de la pandémie. Certains États membres de la CEDEAO ont déclaré l'état d'urgence sanitaire, tandis que d'autres sont en confinement afin de ralentir la propagation du virus et fournir des soins aux personnes infectées.
- Les États membres ont renforcé les mesures préventives et assuré le maintien de l'ordre public en déployant du personnel de sécurité pour appuyer et garantir le respect des restrictions de confinement.
- Les gouvernements des États membres ont fourni des mises à jour quotidiennes sur la situation épidémiologique et les interventions nationales pour répondre à la propagation de la pandémie. Ces efforts ont contribué à freiner la propagation

²⁴ The East African, "450 000 Africains devraient contracter COVID-19 d'ici mai 2020. Avril 2020

des fausses informations et des rumeurs concernant le virus sur les réseaux sociaux. En outre, les États membres ont approuvé des mesures de relance sanitaire et économique pour atténuer l'impact de COVID-19 sur les petites entreprises ; ils ont renforcé les capacités des agents de santé et assuré la fourniture d'équipements sanitaires essentiels aux établissements de santé ; ils ont fourni de l'eau aux communautés difficiles d'accès et des installations de lavage des mains pour maintenir un niveau d'hygiène élevé.

- La CEDEAO, par l'intermédiaire de l'OOAS, apporte son appui aux États membres dans la lutte contre la propagation de la pandémie du COVID-19 en fournissant des conseils et une formation aux praticiens de laboratoire sur les processus de diagnostic, les kits de test (100 kits de test ont été fournis à 14 pays et 200 kits de test au Nigeria)²⁵. En outre, un plan stratégique régional sur la préparation et la réponse à la pandémie a été élaboré et adopté par l'Assemblée des ministres de la santé de la CEDEAO.
- La Fondation Jack Ma et la Fondation Alibaba, en collaboration avec le Centre de contrôle et de prévention des maladies de l'Union africaine (UA), ont fait don de fournitures médicales essentielles aux pays de toutes les régions du continent. Le lot comprenait plus de 1,5 million kits de tests pour le diagnostic en laboratoire et plus de 100 tonnes d'équipements de prévention des infections et de protection individuelle²⁶.
- Le partenariat et la coopération entre les États et le secteur privé ont également fait partie intégrante des réponses. Dans toute la région, des philanthropes individuels, des groupes religieux, des organisations non gouvernementales et des entreprises privées ont fait don d'équipements sanitaires, de nourriture et

²⁵ Déclaration de la CEDEAO faite le 21 mars 2020 par le Président, S.E. Jean-Claude Kassi BROU, "La CEDEAO apporte son appui aux Etats membres dans la lutte contre la propagation de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). (Consulté le 30/03/2020).

²⁶ <https://www.africa-newsroom.com/press/jack-ma-and-alibaba-foundations-donate-covid19-medical-equipment-to-african-union-member-states> (Consulté le 30/03/2020).

- de ressources financières pour appuyer les efforts déployés par les gouvernements afin d'enrayer la pandémie.
- Les médias, tant traditionnels que sociaux, ont joué un rôle essentiel dans l'éducation et la sensibilisation du public aux mesures de sécurité et dans la mise à jour sur les évolutions actuelles de la pandémie.
 - La Banque mondiale, le Fonds Monétaire International, le G20 et la Banque Africaine de Développement ont approuvé des mesures de relance financière, des prêts et des subventions aux pays africains qui permettront d'atténuer l'impact économique et social de la pandémie sur le continent.

SCÉNARIOS

Économie

Meilleur des cas: Les mesures de relance économique déclarées et mises en œuvre par les gouvernements ont pour but d'appuyer et soutenir les petites et moyennes entreprises à court et moyen terme pour l'année 2020. Malgré une réduction de la production des revenus locaux, les gouvernements se lancent dans des microcrédits rapides pour les petites et moyennes entreprises touchées par le confinement. Les coopératives organisées deviennent pertinentes et servent de canaux pour l'application, l'accès et la distribution de ces mesures de relance. Les gouvernements minimisent les projections économiques négatives ainsi que leur impact sur le PIB. La Banque Africaine de Développement, la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International fournissent des stimulants économiques avec des plans de remboursement favorables aux États membres de la CEDEAO. Des allègements de dette sont également prévus pour équilibrer le choc sur les économies régionales. Les États membres tels que le Nigeria, le Ghana, le Sénégal et la Côte d'Ivoire appliquent des politiques modérées de restrictions aux frontières pour la circulation et les échanges de biens et services essentiels le long de la côte et dans la région afin de stimuler les économies pauvres et limiter l'impact économique global dans la région. Cette approche permet d'instaurer la confiance des entreprises et de relancer rapidement les économies après la pandémie du COVID 19. Le

Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire s'engagent à remplir leurs obligations financières envers la CEDEAO et soutiennent également des politiques favorables qui réduisent le déficit des prélèvements fiscaux communautaires.

Pire des cas: Les mesures préventives telles que l'état d'urgence sanitaire, le confinement, la restriction de la circulation des personnes, des biens et des services visant à réduire la propagation de la pandémie ont un impact négatif sur l'économie régionale. Elles entraînent des pénuries de fournitures essentielles, une intensification de l'inflation sur les prix des produits de base tels que les denrées alimentaires et les boissons ainsi que d'autres biens et services dans toute la région. Il en résulte un effet d'entraînement sur l'industrie hôtelière et touristique, le commerce, l'investissement étranger direct et l'intégration régionale. Les sources de revenus des gouvernements sont épuisées, affaiblissant ainsi les dépenses prévues en capital et les projets récurrents pour 2020. Des mesures d'austérité sont introduites par les gouvernements. Les petites entreprises font faillite et le secteur agricole est fortement déficitaire, menant à l'insécurité alimentaire. Le chômage gagne du terrain, les emplois sont supprimés et le paiement des salaires est retardé dans le secteur privé. La frustration et l'anxiété persistantes de la population déclenchent des protestations et des manifestations industrielles dans certains États membres. Le nombre d'actions en justice intentées contre les gouvernements devant les tribunaux de gestion des conflits liés au travail et devant la Cour de justice de la CEDEAO est en hausse. Ces conditions attisent les tensions socio-économiques et politiques dans les pays où les communautés sont fragiles, comme au Nigeria, au Ghana, au Sénégal, au Niger, au Burkina Faso, en Guinée et en Guinée-Bissau. Les réseaux criminels profitent de cette situation pour renforcer leurs effectifs et leurs opérations. Le financement d'activités criminelles telles que l'extrémisme violent, la drogue, les armes et la traite des êtres humains prend de l'ampleur dans la région. La CEDEAO, en tant que Commission, est confrontée sur de nombreux fronts à l'impact économique et sécuritaire de la pandémie avec des ressources limitées et une faible intervention.

Politique

Meilleur des cas: Certains États d'Afrique de l'Ouest, dont le Ghana, le Burkina Faso, la Guinée et la Côte d'Ivoire, qui préparent leurs élections en 2020, sont contraints d'ajuster les calendriers électoraux pour assurer le bon déroulement de leurs élections. Ces délais légaux et techniques reportés sont acceptés par les citoyens qui sont conscients des perturbations causées par la pandémie. Grâce à des dialogues entre les différentes parties prenantes et à des conversations nationales, les États membres s'accordent sur un nouveau calendrier électoral. Les organes de gestion des élections (OGE) et les partis politiques mettent en œuvre le nouveau calendrier afin de finaliser l'inscription des électeurs, les nominations, les manifestes et les campagnes avant les élections. Les élections se déroulent dans les délais prévus, permettant ainsi des transitions pacifiques.

Les gouvernements de la région publient le rapport sur leurs dépenses dans le cadre du plan de relance, qui est mis à la disposition du public. Les citoyens sont satisfaits de ce rapport, qui renforce la confiance du public et l'obligation volontaire des citoyens de se conformer et de soutenir les initiatives post-COVID 19.

Pire des cas: Compte tenu de la propagation de la pandémie en Afrique de l'Ouest et des décès constatés, les commissions électorales de la région sont obligées d'interrompre les préparatifs car les gouvernements sont financièrement incapables de financer les activités électorales. Cette situation a des répercussions négatives sur les transitions politiques, qui conduisent à des crises constitutionnelles. Les gouvernements des pays touchés reportent les élections prévues sur fond de protestations des partis d'opposition, de la société civile et des citoyens qui contestent le caractère inconstitutionnel de la décision du gouvernement au pouvoir de prolonger son mandat. Les efforts déployés pour promulguer une loi au parlement afin de soutenir cette décision échouent. Les organisations de la société civile et les partis politiques de

l'opposition considèrent ces actions comme une violation de la constitution. Les protestations et les manifestations publiques se multiplient dans certains États membres tels que la Guinée, le Ghana et le Burkina Faso. Face à l'escalade de la violence, le gouvernement déclare l'état d'urgence dans les zones touchées. La police et l'armée sont déployées pour maintenir l'ordre public.

Des rapports font état de corruption et de détournement de fonds issus des mesures de relance économique par des responsables gouvernementaux. La situation ne fait qu'aggraver les manifestations et les violentes protestations des citoyens. Des appels sont lancés en faveur du départ des acteurs politiques et de la destruction des biens du gouvernement.

Socio-culturel

Meilleur des cas: Les citoyens adhèrent pleinement aux directives de confinement émises par les gouvernements ainsi qu'aux protocoles de distanciation sociale et de santé. Le nombre de cas confirmés et les taux de mortalité restent faibles et la transmission communautaire est contenue. La recherche des contacts et les tests communautaires se poursuivent. Au fur et à mesure que les tests et la recherche des contacts ralentissent la courbe de transmission dans la région, les États membres lèvent progressivement les mesures de confinement dans le strict respect des protocoles sanitaires. Les gouvernements utilisent tous les canaux médiatiques pour diffuser l'information, sensibiliser et améliorer l'éducation ainsi que l'information sur la pandémie. Les citoyens ne tiennent pas compte des informations erronées diffusées par les réseaux sociaux et évitent toute action qui les exposerait à la violence et à l'impact négatif de la pandémie. Les taux de guérison s'améliorent et les taux d'infection chutent. Les survivants de l'infection utilisent les médias sociaux et traditionnels pour sensibiliser leurs communautés, réduisant ainsi la stigmatisation et la peur de la communauté. Les stratégies d'intervention des gouvernements sont louées tandis que les droits humains sont respectés. L'action proactive des gouvernements visant à mettre

en place des lignes d'assistance téléphonique sur la violence domestique et les VSS porte ses fruits, car les mesures de sécurité permettent de contenir les niveaux de violence et le nombre de cas signalés.

Pire des cas: Les pays touchés n'appliquent pas les mesures de confinement, de distanciation sociale et autres mesures de prévention du COVID-19. En conséquence, le nombre de cas confirmés dans les pays touchés explose et finit par submerger toutes les installations médicales. L'augmentation continue des cas et la surcharge des installations sanitaires accélèrent le taux de mortalité. Cela finit par paralyser toutes les ressources disponibles, rendant les États membres touchés encore plus vulnérables à la pandémie. De plus en plus de rapports font état d'attaques violentes, de discrimination et de rejet des victimes du COVID-19, des survivants et des acteurs de première ligne dans les communautés, menant à la violence. Les affrontements entre les agents de sécurité et les citoyens se multiplient faisant plusieurs victimes puisque les communautés défient les ordres de confinement et les mesures initiées par le gouvernement.